CONSEIL MUNICIPAL PROCES-VERBAL DE SEANCE

Séance du 18 décembre 2024 à 20 heures 00 minutes

Présents :

Mme COUNIL Marie-Hélène, M. COURPRON Jean-Claude, M. DELAGE Vincent, M. FARFIER Floris, M. FEUGNET Christophe, Mme MARCHAIS Gisèle, Mme POUZAUD Danielle, M. SCIARD Hughes, Mme TESSIER Georgette, M. CASTANO Didier, Mme CHAUSSE Tracey, M. COULON Hervé Jean-Noël, M. COURPRON Tony.

Procuration(s) :

Absent(s) :

Excusé(s) :

M. LATASTE Fabrice, M. POINTREAU Nicolas

Secrétaire de séance : Mme CHAUSSE Tracey

Président de séance : M. SCIARD Hughes

Ouverture de séance 20h05

Le procès-verbal de la séance précédente est adopté à l'unanimité des membres présents.

1 – Délégation de signature pour autorisation d'urbanisme Délibération N°2024_69

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal le dossier en cours :

-Ravalement de façades de la Mairie N° DP 017 410 24 H0023

Après en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents, le Conseil Municipal désigne **Monsieur Floris FARFIER** pour signer les documents correspondants à cette décision, notamment l'arrêté d'autorisation.

2 – Renouvellement du bail dérogatoire du haras au 01 février 2025

Une discussion s'installe concernant la possibilité de renouveler ou pas le bail de location du bâtiment du haras. A la majorité absolue (1 voix contre, 1 abstention, 11 voix pour) le Conseil valide cette éventualité mais sollicite des précisions sur l'organisation de l'activité avant la signature d'un nouveau bail et se laisse la possibilité de redélibérer en début d'année 2025.

3 – Tarifs des locations de la salle des fêtes et du matériel au 1^{er} janvier 2025 Délibération N° 2024_71

SALLE DES FETES	Tarifs
<u>Habitants de la Commune et Associations hors Commune du 01/06 au 30/09 (été)</u>	110,00 € 2j max +60 €/j supplémentaire
<u>Habitants de la Commune et Associations hors Commune du 01/10 au 31/05 (hiver)</u>	180,00 € 2j max +80 €/j supplémentaire
<u>Habitants hors commune</u> Du 01/06 au 30/09 (été)	210,00 € 2j max +110 €/j supplémentaire

<u>Habitants hors commune</u> Du 01/10 au 31/05 (hiver)	280,00 € 2j max +140 €/j supplémentaire
Réunion du 01/06/ au 30/09 (été)	60,00 € /4heures
Réunion du 01/10/ au 31/05 (hiver)	80,00 € /4heures
Montant caution salle des fêtes (Dont 200€ correspondent au nettoyage)	500,00 par chèque
MATERIEL (Habitants et Associations hors Commune)	
TABLES	2,00 €
TABLES BOIS + 2 tréteaux	7,00 €
CHAISES	0,50 €
Montant caution sur le matériel	250,00 €
Associations Communales (Salle et matériel)	Gratuit

4 – Tarifs de la cantine au 1^{er} janvier 2025 Délibération N° 2024_72

Monsieur le Maire explique au Conseil Municipal que le décret n° 2006-753 du 29 juin 2006 prévoit que les tarifs des repas pris à la cantine scolaire sont fixés librement.

Actuellement le coût des repas élaborés par la Société CONVIVIO s'élève à 3,5116 € HT soit 4,2139 € TTC.

Monsieur le Maire explique que cela fait 3 ans que les tarifs n'ont pas été réévalués malgré les hausses successives de notre prestataire et des coûts de fonctionnement du service.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents le Conseil Municipal décide :

- de fixer comme suit le prix des repas de la Cantine scolaire de ST THOMAS de Côtac à compter du 1^{er} janvier 2025 :
 - 2,60 € pour un repas enfant
 - 4,20 € pour un repas adulte

5 – Marché du salon de coiffure/ résultat de la CAO / choix des entreprises / Demande de subvention au Conseil Départemental Délibération N°2024_65 et 2024_66

- ✓ Vu le code de la commande publique et notamment ses articles R 2123-1 et suivants ;
- ✓ Vu l'avis d'appel à concurrence publié le 15 novembre 2024 relatif aux travaux de réhabilitation d'un ancien bâtiment pour transfert du salon de coiffure,
- ✓ Vu le rapport d'analyse des offres du Maître d'œuvre ;
- Considérant le nombre d'offres reçues par lots :

Lot 1 : 6 offres, Lot 2 : 2 offres, Lot 4 : 3 offres, Lot 5 : 3 offres, Lot 6 : 2 offres, Lot 7 : 4 offres, Lot 8 : 2 offres, Lot 9 : 2 offres ;

L'analyse des candidatures et l'examen des offres, en date du 18 décembre 2024 a permis un classement des offres permettant l'attribution de 4 lots du marché;

- Considérant qu'un lot qui n'a reçu aucune offre doit être déclaré sans suite et relancé ;
- Considérant que 4 lots doivent faire l'objet d'une négociation ;

Le conseil municipal après en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents décide :

Article 1 : Attribution des marchés publics

Lot n°5 Doublages, cloisons, plafonds, attribué à l'entreprise **DB Sarl** de ST Germain du Seudre 17240 pour un montant de **10 862,24 € HT** ;

Lot n°6 Carrelage, faïence attribué à l'entreprise **GREZIL** de Braud et ST Louis 33820 Constructions pour un montant de **11 170,00 € HT** ;

Lot n° 7 Peinture attribué à l'entreprise **MARRAUD** de Montendre 17130 pour un montant de **3 878,38 € HT** ;

Lot n°8 Electricité, attribué à l'entreprise **JACQUET** de Ozillac 17500 pour un montant de **10 054,79 € HT** ;

Article 2 : Déclaration sans suite au motif d'infructuosité

Le lot N°3 Couverture tuiles zinguerie pour lequel aucune offre n'a été reçue, est déclaré sans suite, au motif d'infructuosité.

Conclusion d'un marché public sans publicité ni mise en concurrence préalable sur le fondement de l'article R 2122-2 du code de la commande publique

Article 3 : Phase de négociation

Les lots suivants vont faire l'objet d'une phase de **négociations techniques et financières** et seront délibérés ultérieurement pour leur attribution :

Lot N°1 Gros œuvre

Lot N°2 Traitement anti-termites et anti-capillarité

Lot N°4 Menuiseries extérieures aluminium acier et PVC

Lot N°9 Plomberie sanitaires chauffage ventilation

Article 4 : Autorisation de signer les marchés publics

Le conseil municipal autorise M. le maire à signer les marchés publics et à accomplir les formalités post attribution des lots mentionnés à l'article N°1.

Article 5 : Autorisation de relancer une consultation directe pour le lot N° 3

Le conseil municipal autorise M. le maire à relancer une consultation directe pour la partie zinguerie du lot N°3. La partie couverture pourrait être attribuée ultérieurement par le biais d'un avenant à l'un des lots.

Consultation de l'Entreprise **CHAUBENIT** Mickaël de **ST THOMAS DE CONAC** 17150 pour la partie zinguerie.

Article 6 : Autorisation de négociation conformément au DCE

Le conseil municipal autorise M. le maire à négocier avec les Entreprises ayant soumissionnées pour les lots indiqués à l'article 3.

Article 7 : Notification

La présente délibération fera l'objet d'un affichage conformément aux dispositions légales en vigueur et transmise au contrôle de légalité.

Demande de subvention au Conseil Départemental 2025 /Projet structurant

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal l'avancement du dossier de réhabilitation d'un ancien bâtiment pour le transfert du salon de coiffure afin de conserver cette activité non concurrentielle sur la Commune.

Suite à l'appel d'offres et l'analyse des différents devis le coût total de l'opération est estimé à **155 733,14 € HT**. (Inclus la maîtrise d'œuvre, les différents bureaux d'études et de contrôle).

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que cette opération est éligible à une subvention du Département dans le cadre de sa politique d'aide aux Communes et aux Territoires pour les projets structurants.

Après avoir entendu l'exposé du Maire, le Conseil Municipal à l'unanimité des membres présents :

- Décide d'engager les travaux de réhabilitation d'un ancien bâtiment 84 route verte pour le transfert de l'unique salon de coiffure de la Commune ;
- Décide d'accepter les devis proposés par les différentes entreprises pour un montant total de **155 733,14 € HT** ;
- Décide de solliciter l'aide du Département au titre de sa politique d'aide aux Communes et aux Territoires 2025 ;
- Accepte le plan de financement suivant :
 - Subvention DETR obtenue 40 % de la dépense subventionnable(ajustée avec le nouveau montant) soit un montant de 62 293,26€
 - **Subvention Conseil Départemental sollicitée 30 % : € soit un montant de 46 719,94 €**
 - Fonds propres : 30,00 % : 46 719,94 €

- Décide l'inscription de la dépense au budget primitif 2025 et de financer par fonds propres la part non subventionnable et la TVA.
- Autorise Monsieur le Maire à signer tout document se rapportant au projet.

6 – Clôture du CCAS et création d'un comité consultatif d'aide sociale. Délibération N° 2024_67 et 2024_68

Monsieur le maire expose au conseil municipal qu'en application de l'article L.123-4 du code de l'action sociale et des familles, le centre communal d'action sociale (CCAS) est obligatoire dans toute commune de plus de 1 500 habitants.

Il est désormais facultatif dans toute commune de moins de 1 500 habitants et peut être dissous par délibération du conseil municipal. Cette possibilité est issue de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi NOTRE.

Lorsque le CCAS est dissous, la commune exerce directement les attributions mentionnées au code de l'action sociale et des familles auparavant dévolues au CCAS ainsi que celles en matière de demande de RSA et de domiciliation.

Vu l'article L.123-4 du code de l'action sociale et des familles,

Vu que la commune compte moins de 1500 habitants et remplit ainsi les conditions du code de l'action sociale et des familles,

Après en avoir délibéré,

- le conseil municipal décide de dissoudre le CCAS au **31/12/2024**.

Le conseil municipal exercera directement cette compétence avec l'appui d'un Comité consultatif d'aide sociale qui regroupera les anciens membres du CCAS dissous.

Les membres du CCAS en seront informés.

Création d'un Comité consultatif d'aide sociale au 01/01/2025

M. le maire rappelle qu'en vertu de l'article L. 2143-2 du Code général des collectivités territoriales le conseil municipal peut créer des comités consultatifs sur tout problème d'intérêt communal concernant tout ou partie du territoire de la commune, comprenant des personnes qui peuvent ne pas appartenir au conseil, notamment des représentants des associations locales.

Compte tenu de la suppression du CCAS au 31/12/2024, Monsieur le Maire estime qu'il y aurait intérêt à créer un tel comité consultatif pour associer les personnes bénévoles de l'ex CCAS aux décisions dans le domaine de l'aide sociale et propose au conseil que ce comité soit composé de la manière suivante :

Madame Marie-Hélène COUNIL, membre du conseil municipal, présidente

Mmes Georgette TESSIER, Danielle POUZAUD, Gisèle MARCHAIS, Tracey CHAUSSE membres du conseil municipal,

Mmes Dany BELON, Claudette ROUGER, Françoise MARCHAND et M. Gérard MOUNIER membres bénévoles,

A l'unanimité des membres présents le Conseil Municipal approuve cette décision et valide la liste ci-dessus ;

Il est créé, à compter du 01/01/2025 un comité consultatif d'aide sociale pour donner au conseil municipal un avis dans ce domaine et sur les mesures qui pourraient être prises.

7 – Fongibilité des crédits/ achat de la licence IV

Monsieur le Maire porte à la connaissance du Conseil Municipal sa décision de virement de crédits suite à l'achat de la licence IV du dernier bar de la Commune.

Investissement – Dépenses –

Compte 203 Frais d'étude : -7000 €

Compte 2051 Concessions et droits similaires : + 7000 €

8 – Représentant SMIDDEST/SAGE

Vincent DELAGE remplacera Jean-Claude COURPRON, Président de l'Association Foncière de Remembrement. Membre désigné par la CDCHS.

9 – Vin d’honneur et réceptions 2025 / Délibération N°2024_73

Monsieur le Maire fait part au Conseil Municipal que comme tous les ans en fin d’année, il convient de délibérer sur la possibilité d’offrir au cours de l’année 2025 différents vins d’honneur, apéritifs ou repas lors des manifestations organisées dans la Commune, que ces manifestations soient nationales (cérémonie du 8 mai, 14 juillet, 11 novembre etc.....) ou locales (vœux du nouvel an, fêtes des différentes Associations Communales, réunions diverses, réunions de travail, stages etc...).

Il propose également d’offrir en début d’année un repas au personnel communal pour les remercier de leur investissement tout au long de l’année passée.

A l'unanimité des membres présents, le Conseil Municipal :

➤ **Approuve toutes ces décisions et précise que les dépenses correspondantes seront inscrites aux comptes 623 du budget primitif 2025.**

Questions diverses

Comité des fêtes : ➡ Cinéma en plein air en juillet

Salle des fêtes : ➡ Commission de sécurité le 25 janvier 2025 (reportée)

L’ordre du jour est clos à 22h00

CASTANO Didier	CHAUSSE Tracey	COULON Jean-Noël
COUNIL Marie-Hélène	COURPRON Jean-Claude	COURPRON Tony
DELAGE Vincent	FARFIER Floris	FEUGNET Christophe
LATASTE Fabrice	MARCHAIS Gisèle	POINTREAU Nicolas
POUZAUD Danielle	SCIARD Hughes	TESSIER Georgette